



MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU DANEMARK

BURKINA FASO

CADRE

STRATÉGIQUE

2021-2025

ANNEXE 1: CARTE DU BURKINA FASO



MALI

NIGER

BENIN

TOGO

GHANA

CÔTE D'IVOIRE

**LA GOLFE DE
GUINÉE**

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	4
2. CONTEXTE: DÉFIS, RISQUES, FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE	6
3. PRIORITÉS POLITIQUES, RÉALISATIONS ANTERIEURES ET ATOUTS DU DANEMARK	13
4. LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PARTENARIAT DU DANEMARK AVEC LE BURKINA FASO	16
4.1 Objectif stratégique 1 : renforcer la sécurité, l'État de droit, les droits humains et l'efficacité des institutions nationales	16
4.2 Objectif stratégique 2 : promouvoir la résilience des communautés locales et de l'économie nationale	18
4.3 Objectif stratégique 3 : appuyer la création de mesures d'adaptation aux changements climatiques	21
5. SUIVI DU CADRE STRATÉGIQUE	23
6. LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAL	25

ANNEXE 1: CARTE DU BURKINA FASO	2
ANNEXE 2: CHIFFRES CLÉS POUR LE BURKINA FASO	34
ANNEXE 3: CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUE	36

1. INTRODUCTION

Le Burkina Faso et ses pays voisins du Sahel sont confrontés à des défis interdépendants, dont les plus préoccupants sont la montée de la menace terroriste et de l'extrémisme violent perpétrées par les jihadistes, les violences ethniques ainsi que l'effritement de la légitimité de l'État dans les zones rongées par des conflits. La forte croissance démographique, les changements climatiques, les réseaux criminels transnationaux, les migrations et les déplacements de populations irréguliers exacerbent ces défis. À cela s'ajoute la pandémie de COVID-19, qui ne fait qu'aggraver la situation.

Le Burkina Faso occupe une position stratégique en Afrique de l'Ouest, véritable trait d'union entre le Sahel et les pays qui bordent le golfe de Guinée. Pendant des décennies, le pays a connu une stabilité remarquable dans cette région en proie à l'instabilité et, plus récemment, à la montée des mouvements jihadistes. Toutefois, depuis l'insurrection populaire de 2014 ayant abouti à la chute du régime en place de longue date et à un processus de transition démocratique, des groupes extrémistes se sont engouffrés dans la brèche des vulnérabilités et de l'instabilité, encore creusées par le changement de régime et l'affaiblissement de l'appareil sécuritaire de l'État.

Outre de graves menaces en matière de sécurité, le Burkina Faso est soumis à une pression sans précédent sous l'effet conjugué des demandes de la population à l'échelle nationale et des retombées de la situation dans les pays voisins. En conséquence, certains pans de la population remettent l'autorité de l'État en question. La situation humanitaire s'est considérablement aggravée entre 2019 et 2020; en août 2020, on recensait plus de 1 013 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et plus de 2 500 écoles avaient fermé leurs portes, avec à la clé plus de 350 000 enfants privés d'éducation. Si rien n'est fait pour maîtriser la situation, une grande partie de la population risque de s'enfoncer davantage dans la pauvreté et la précarité chronique. Il existe également un grand risque que les groupes terroristes continuent leur progression vers le sud, avec des répercussions potentielles sur la sécurité et la stabilité de toute l'Afrique de l'Ouest. Cette situation pourrait intensifier l'afflux de migrants et de réfugiés en provenance d'Afrique de l'Ouest en Europe voire constituer, à terme, une menace pour la sécurité et la stabilité de l'Europe et du Danemark.

De par sa situation géographique en Europe, le Danemark a tout intérêt à contribuer à éviter toute escalade des conflits, de l'instabilité et de la précarité au Burkina Faso. Bien que celui-ci soit en proie à pléthore de défis et facteurs structurels porteurs de conflits, il est parvenu à rester du côté de la démocratie et les institutions gouvernementales tiennent bon. Le Burkina Faso n'est pas un État en déliquescence.

Le Burkina Faso et le Danemark partagent un vaste socle de valeurs, d'intérêts et de priorités politiques. Différents types d'intervention seront déployés

à différents niveaux pour servir ces priorités politiques, et ainsi soutenir le Burkina Faso dans cette phase critique. Le Danemark peut apporter une valeur ajoutée, en mettant en œuvre le triple nexus action humanitaire-développement-consolidation de la paix pour répondre aux besoins immédiats, réduire les menaces à une paix durable et consolider les bases d'un développement à long terme. Nous avons tissé des liens solides et durables avec le Burkina Faso, et sommes fortement engagés à de nombreux égards au Sahel, notamment au travers de moyens diplomatiques, militaires, humanitaires et d'une coopération au développement bilatérale et multilatérale. Nous travaillons avec différents partenaires internationaux, locaux et danois, susceptibles d'apporter à la table un vaste éventail de compétences. Nos contributions actives à la préparation et à la mise en œuvre de la politique de l'Union européenne vis-à-vis du Burkina Faso, et plus largement, du Sahel, jetteront des bases efficaces pour présenter des expériences et faire valoir les priorités danoises.

Pour finir, le Danemark est non seulement un pionnier en matière de climat, mais aussi un champion de la promotion des droits humains, de la bonne gouvernance et de l'égalité entre les sexes depuis des décennies. Ce n'est qu'à condition de tenir compte de ces trois thématiques que nous pourrions éliminer les facteurs de conflit et de précarité sous-jacents et favoriser le développement, la paix et la stabilité à long terme au Burkina Faso.

La vision globale qui sous-tend l'engagement danois au Burkina Faso pour la période 2021-2025 est de *renforcer la paix et la stabilité au Burkina Faso dans le respect des principes de l'État de droit, et réduire la pauvreté et les inégalités à la faveur d'une meilleure résilience et d'une croissance économique durable.*

Le Danemark articulera sa mission en ce sens autour de trois objectifs stratégiques qui s'inscrivent dans les priorités politiques danoises et les principaux objectifs nationaux de développement du Burkina Faso. Pour ce faire, nous optimiserons les ressources disponibles aux fins des engagements en matière de sécurité, de stabilisation, d'aide humanitaire et de développement, tout en veillant à la cohérence et à la coordination des différents dispositifs qui seront associés d'après des analyses fiables des situations fragiles.

- 1. Renforcer la sécurité, l'État de droit, les droits humains et l'efficacité des institutions nationales** dans l'optique de maîtriser l'escalade des conflits, tout en s'attaquant aux causes structurelles de la précarité. À cette fin, le Danemark appuiera les efforts en matière de sécurité internationale et régionale et de stabilisation tout en apportant son soutien à la création d'institutions publiques et d'une société civile fortes et légitimes au Burkina Faso.
- 2. Promouvoir la résilience des communautés locales et la résilience économique du pays** dans le but de réduire la pauvreté en répondant aux besoins les plus urgents à l'échelon local, en renforçant les dispositifs de protection sociale, en soutenant la croissance économique et en créant des emplois, le tout en mettant un accent particulier sur les jeunes et une croissance inclusive.
- 3. Appuyer la création de mesures d'adaptation aux changements climatiques** afin d'éviter que les conditions de vie des populations vulnérables ne se détériorent davantage, en veillant à améliorer l'accès aux ressources en eau pour tous les besoins et à le rendre plus juste et équitable.

2. CONTEXTE : DÉFIS, RISQUES, FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE

La transition démocratique en 2014-2015 a été source de grands espoirs chez la population qui attendait des « dividendes de la démocratie » sous la forme d'une amélioration instantanée de sa qualité de vie. Ces espoirs ont été déçus, laissant la place au sentiment croissant que l'État n'est plus capable de répondre aux besoins des citoyens. Si ce sentiment venait à se généraliser, c'est toute la confiance placée en l'État et la légitimité de ce dernier qui s'en trouverait ébranlée.

L'instabilité qui gangrène les autres pays du Sahel se propage peu à peu au Burkina Faso. Les groupes régionaux affiliés à Al-Qaida et l'EIII ont trouvé un nouveau terrain fertile au Burkina Faso, étendant leurs exactions au sein de ses frontières en mettant la marginalisation politique et économique ainsi que les conflits et griefs ethniques, religieux et politiques locaux au service de leurs ambitions.

UNE SITUATION CRITIQUE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ QUI MET EN PÉRIL L'ÉTAT ET LA STABILITÉ RÉGIONALE

La transition démocratique est à l'origine d'une fracture entre la politique et le secteur de la sécurité, et du démantèlement de certains organes de l'appareil sécuritaire, en particulier des services de renseignement. Les capacités des forces de défense et de l'ordre, notamment les mesures visant à améliorer la coordination entre les différentes forces et à nouer des liens démocratiques entre les civils et les militaires, présentent des lacunes considérables. Le fait que l'État ne soit pas systématiquement en mesure de garantir la sécurité de ses citoyens, conjugué à l'inefficacité des mécanismes de réparation et de protection, contribue à saper la confiance de la population envers l'État et le système judiciaire. Le risque de voir des litiges et des conflits sociaux dégénérer en violences s'en trouve ainsi exacerbé.

Outre les vulnérabilités nationales, la crise que traverse le Burkina Faso est étroitement liée aux dynamiques régionales et internationales. L'instabilité actuelle au Sahel affecte déjà profondément le Nord et l'Est du pays. Malgré les efforts déployés par le gouvernement pour la juguler, elle semble se propager lentement aux régions voisines dans le pays. Ce constat est alarmant.

Le banditisme et les mouvements d'autodéfense sont en augmentation au Burkina Faso, pour plusieurs raisons : l'effet d'entraînement de l'instabilité présente dans les pays voisins, l'effritement de la légitimité de l'État et de son monopole sur la violence, ainsi que l'augmentation des demandes sans réponse de la part du gouvernement, sont autant d'éléments qui amènent la population rurale à se sentir abandonnée par l'État, notamment en matière d'accès aux services de base. Le vol de bétail et l'exploitation illicite des ressources naturelles (à l'image de l'extraction minière artisanale ou du braconnage), pratiques souvent liées à différentes formes de crime organisé, sont souvent source de conflit entre les communautés frontalières.

Les groupes régionaux affiliés à Al-Qaida et l'EIII ont trouvé un nouveau terrain fertile au Burkina Faso, étendant leurs exactions au sein de ses frontières en mettant la marginalisation politique et économique ainsi que les conflits et griefs ethniques, religieux et politiques locaux au service de leurs ambitions.

L'intensification des conflits et la vulnérabilité croissante des populations créent une brèche en matière de protection, dans laquelle s'engouffrent les groupes jihadistes en renforçant leur ancrage dans la société. Les groupes terroristes ont pris pied dans le Nord et l'Est du pays à la suite d'une série d'attaques complexes et très violentes. À l'heure actuelle, relativement peu de migrants ont pris la direction de l'Europe, mais cette situation pourrait changer, en particulier si les conditions de sécurité ne sont pas maîtrisées. Les mouvements migratoires, le crime organisé et le terrorisme sont déjà intimement liés en Afrique de l'Ouest, et au Sahel en particulier.

Pour faire face à la détérioration des conditions de sécurité, le gouvernement du Burkina Faso a adopté en juillet 2017 le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS), un plan d'urgence qui repose sur une approche intégrée de la sécurité, du développement et de la cohésion sociale. Ce plan a pour vocation d'accélérer la mise en œuvre du programme de développement national dans les régions les plus touchées par la crise. Il ne concernait initialement que deux régions sur treize ; en 2019, ce chiffre a été porté à sept. Ce plan d'urgence vient en renfort du plan national de développement économique et social (PNDES), qui énonce les priorités et objectifs généraux en matière de développement social et économique. Le PNDES devrait arriver à son terme en 2020 ; un nouveau plan en est à ses prémices. Le cadre stratégique Danemark-Burkina Faso s'inscrit dans les priorités et objectifs de ce plan de développement national.

UN PROCESSUS DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE EN DANGER

Malgré ce contexte fragile, le Burkina Faso fait preuve d'une résilience remarquable. Le pays a réalisé d'immenses progrès en matière de promotion d'une réforme démocratique fondée sur l'État de droit et les normes internationales relatives aux droits humains. Le Burkina Faso est l'un des rares pays à être depuis longtemps le théâtre d'une coexistence paisible entre différentes confessions et différents groupes ethniques ; fort de mécanismes locaux et communautaires de médiation qui impliquent des acteurs religieux et des contrats sociaux, le pays a tout ce qu'il faut pour servir d'exemple à ses voisins dans la région. Le processus démocratique doit beaucoup à la société civile, dont les nombreuses années de lutte pour que les citoyens puissent faire valoir leurs droits et demander des comptes au gouvernement, y compris au travers du long combat pour la liberté et l'indépendance de la presse, ont fini par porter leurs fruits. Ce sont ces luttes pour les droits civiques qui ont abouti au mouvement populaire responsable du départ de l'ancien président.

Aujourd'hui, le processus de construction d'une démocratie stable et pacifique est pourtant menacé. La détérioration des conditions de sécurité, la situation humanitaire, la marginalisation politique et les demandes sans réponse en matière d'avancées économiques et sociales attisent la colère de la population, tandis que les efforts du gouvernement pour lutter contre le terrorisme ont fait passer des programmes de réforme et de promotion des droits humains au second plan.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le Burkina Faso, qui compte parmi les pays les plus pauvres au monde, se trouve dans une situation économique fragile où des risques internes et

externes, à l'image de la pandémie de Covid-19, font peser une épée de Damoclès sur la stabilité économique du pays. Son économie repose en grande partie sur les secteurs de l'agriculture et de l'extraction minière. Celle-ci est en plein essor ; l'or représente aujourd'hui 68 % du total des exportations. L'agriculture et l'élevage sont largement pratiqués dans les zones semi-arides, où les changements climatiques mettent en péril les moyens de subsistance. Près de 80 % de la population active travaille dans le secteur de l'agriculture ; pour la plupart, ces travailleurs relèvent de l'économie informelle. La productivité du secteur est faible et sa contribution au PIB demeure modeste. Bien que l'agriculture représente plus de 10 % des dépenses publiques (soit l'objectif fixé par la Déclaration de Maputo), celles-ci visent principalement la production de coton, l'un des principaux produits d'exportation (17 % du total des exportations). Ces dernières années, la demande envers les produits agricoles du Burkina Faso a connu une augmentation à l'échelle régionale en raison des taux élevés d'urbanisation.

Le pays connaît une croissance annuelle d'environ 6 % depuis plusieurs années, et le climat s'est relativement amélioré pour les entreprises au Burkina Faso, notamment à la faveur d'un accès plus aisé aux informations sur les crédits, d'une diminution du capital minimum requis pour créer une entreprise, et d'un assouplissement des normes relatives au commerce transfrontalier. Cela étant, d'autres réformes commerciales et réglementaires sont de mise alors que le pays se classe à la 151^e place mondiale du rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale.

DÉVELOPPEMENT HUMAIN, INÉGALITÉS ET PAUVRETÉ

La forte croissance économique qui caractérise le Burkina Faso de longue date est en grande partie annulée par la forte croissance démographique du pays. Plus de 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté établi à 2 dollars américains par jour, et les inégalités se creusent entre les populations en milieu urbain et rural. Bien que l'écart salarial mesuré par le coefficient GINI ait diminué de 11 % entre 1994 et 2014, un vaste pan de la population ne bénéficie ni des services de base ni de protection sociale. Avec plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, la capacité de l'État à assurer des services de base et un accès à la nourriture s'amenuise toujours plus, avec à la clé l'émergence de tensions entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées.

La croissance du secteur de l'exploitation aurifère, qui demeure largement artisanal, n'apporte pas les gains escomptés aux communautés locales, et des problèmes d'inégalités et de mauvaise gestion des ressources naturelles constituent une source croissante de tensions et de conflits au sein de la société.

Les moins de 25 ans représentent 65 % de la population, et bien que le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire ait augmenté au cours de la dernière décennie, de nombreux enfants n'ont pas la possibilité de poursuivre leur scolarité au niveau secondaire – situation qui touche d'autant plus les filles. Quelque 400 000 jeunes entrent sur le marché du travail chaque année dans une conjoncture marquée par une pénurie d'emplois formels et de terres agricoles.

Le taux d'analphabétisme chez les femmes adultes est de 74 %, contre 56 % chez les hommes. Seuls 6 % des femmes ont suivi des études secondaires ; c'est trois fois moins que la moyenne de la CEDEAO et cinq fois moins que la moyenne du continent africain. L'ampleur de la discrimination à l'égard des femmes au Burkina Faso est évidente à en juger par leur faible accès aux ressources, leur rareté au sein des sphères décisionnelles et les obstacles à l'exercice de leurs droits de manière plus générale. La vulnérabilité et l'exclusion des femmes à tous les niveaux de la société contribuent à rendre le pays plus fragile, le potentiel de la moitié de la population étant sévèrement inexploité.

La part des dépenses publiques en faveur des dispositifs de protection sociale est passée de 0,3 % du PIB en 2005 à 2,3 % en 2015. À son échelle, le Burkina Faso dépense en moyenne plus que les autres pays subsahariens par rapport au PIB. Malheureusement, les dépenses ne sont pas suffisamment axées sur la réduction de la pauvreté dans les régions du pays et de la précarité tout au long de la vie. Il est pourtant possible de mieux utiliser les ressources pour rendre la sécurité sociale plus efficace, ce qui aiderait la population à faire face aux épreuves engendrées par des conditions de sécurité tendues, et permettrait d'opérer une transition entre l'aide humanitaire et un système de sécurité social national.

DÉFIS SE POSANT À L'ORDRE SOCIAL ACTUEL

La crise a révélé des tensions profondément ancrées dans la société que la population, en particulier les jeunes, gère de diverses manières, parfois démocratiques et pacifiques, parfois avec violence.

L'insurrection de 2014 est survenue en aboutissement à des années de colère face à la corruption et aux inégalités socioéconomiques persistantes. La chute de l'ancien président Blaise Compaoré a été suivie d'élections démocratiques et d'initiatives de réformes visant à rendre le gouvernement et les personnes au pouvoir plus redevables envers la population, notamment à travers une nouvelle loi anti-corruption. Mais à l'heure actuelle, ces mécanismes manquent à leur mission et l'Indice de perception de la corruption de Transparency International indique une recrudescence de la corruption, qui avait pourtant reculé au cours de la période de transition. En 2018, le Burkina Faso a obtenu un score de 41 points (sur 100) qui faisait de lui le 78^e pays le plus corrompu sur un panel de 180 pays.

Le sentiment de frustration va croissant chez la population persuadée que l'impunité et l'injustice sont vouées à perdurer. Les élites nationales, locales et traditionnelles sont tenues responsables des injustices liées à la répartition inégale des gains de sources agricoles, pastorales et minières. Les tensions s'accroissent également entre les communautés religieuses et ethniques et au sein même de celles-ci, en particulier parmi les communautés d'agriculteurs-éleveurs. Les jihadistes les exploitent habilement, particulièrement en donnant de l'écho aux revendications des groupes marginalisés au sein de la communauté pastorale des Peuls dans le Nord et l'Est du pays, situation qui s'est traduite à son tour par une stigmatisation accrue des Peuls.

Face aux lacunes de l'État, incapable de réguler les relations sociales et d'assurer un accès aux ressources de manière systématique, efficace, légitime,

juste et transparente, plusieurs groupes ont défié son autorité et imposé leur propre justice. Si l'insurrection populaire de 2014 a prouvé que les jeunes pouvaient faire souffler un vent de changement positif, leurs aspirations en matière de changement social sont par ailleurs exploitées par les groupes radicaux et d'autres forces moins constructives.

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE : UN DÉFI SOCIOÉCONOMIQUE MAJEUR

Le développement du pays est entravé par une forte croissance démographique (près de 3 % par an), résultat d'un taux de fécondité qui demeure élevé malgré une baisse de 6,12 % en 2007 à 5,27 % en 2017. En moins de 20 ans, la population devrait doubler pour atteindre 40 millions de personnes, faisant ainsi peser une immense pression sur l'État chargé d'assurer des services de base pour tous en matière de soins de santé, d'éducation et d'eau. Si rien n'est fait pour juguler la croissance démographique, le manque de perspectives pourrait accentuer les risques d'instabilité, de déplacements de populations et de migrations.

Le gouvernement actuel, conscient de ce défi, a érigé la planification familiale au rang de priorité nationale. Des objectifs ambitieux ont été définis en matière d'accès à des moyens modernes de contraception et de diminution du taux de fécondité. Ceux-ci se heurtent néanmoins à des obstacles socio-culturels et religieux importants, lesquels privent les filles et les femmes de leurs droits, en particulier en matière de santé sexuelle et procréative. De nombreuses grossesses non désirées surviennent alors que les filles sont encore à l'école ; elles sont l'une des premières causes de déscolarisation des filles. Quelque 44 % des femmes mariées l'ont été avant d'atteindre l'âge de 18 ans. L'espacement insuffisant des naissances constitue un autre défi, puisque 40 % des grossesses surviennent dans un intervalle de moins de 24 mois. Moins d'un quart des femmes utilisent un moyen de contraception moderne et les besoins de planification familiale sont toujours loin d'être satisfaits.

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DES AGENTS MULTIPLICATEURS DES MENACES

Le Burkina Faso figure parmi les pays les plus vulnérables aux conséquences des changements climatiques en raison de ses ressources naturelles limitées et de ses grandes variations climatiques. La baisse progressive des précipitations, les tempêtes de sable et les pics de température nuisent la production agricole et aboutissent à la multiplication des situations d'insécurité alimentaire.

Une forte concurrence entoure les droits d'utilisation et d'accès aux ressources (par exemple terres, pâturages, points d'eau, couloirs pour le bétail), en particulier dans le nord du pays où le taux de précipitations est le plus faible. Les relations entre les agriculteurs, les agropasteurs et les pasteurs sont d'une grande complexité, et à leurs stratégies de subsistance en concurrence viennent s'ajouter des différences ethniques, religieuses et de genre, autant d'éléments qui déterminent l'accès et les droits aux ressources naturelles. Les droits fonciers et les systèmes de gouvernance pour la gestion des ressources naturelles ne sont pas prévus pour faire face à la concurrence accrue engendrée par l'action conjuguée de la pression démographique, la faiblesse des cadres juridiques et des organes de justice, des changements

Des objectifs ambitieux ont été définis en matière d'accès à des moyens modernes de contraception et de diminution du taux de fécondité. Ceux-ci se heurtent néanmoins à des obstacles socio-culturels et religieux importants, lesquels privent les filles et les femmes de leurs droits, en particulier en matière de santé sexuelle et procréative.

climatiques, des conflits violents, des migrations internes et des déplacements forcés de populations. Si les changements climatiques ne sont pas à l'origine des conflits et de la violence, ils démultiplient les menaces et accentuent les facteurs de conflit. Aussi, ils doivent entrer en ligne de compte dans les initiatives qui tentent d'apporter une solution à ces dynamiques de conflit complexes.

ENCADRÉ NO 1 : SCÉNARIOS

Compte tenu de la situation actuelle, deux scénarios sont envisageables pour la période 2021-2025. Tous deux tiennent compte des difficultés plurielles que traverse actuellement le Burkina Faso, mais divergent au niveau de la résilience de l'État et de sa capacité à relever ces défis :

Dans un scénario négatif, mais réaliste, le Burkina Faso restera en proie à l'instabilité, cédant de facto le contrôle des provinces périphériques aux groupes terroristes au Nord et à l'Est, tout en cherchant à asseoir la présence des institutions dans le reste du pays. À court terme, il est fort probable que l'instabilité gagne certaines régions de l'Ouest et du Sud du pays. Bien qu'affaibli, l'État conservera sa résilience, sa légitimité et sa cohérence politique. Il restera fonctionnel et sera capable de mener à bien des réformes et de préserver l'État de droit dans la majeure partie du pays. À court et moyen terme, les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 pourraient aboutir à une récession qui saperait la capacité du pays à financer ses réformes, ce qui le rendrait plus dépendant de l'aide extérieure. Cette situation ébranlerait encore davantage le contrat social.

Dans le scénario le plus pessimiste, le Burkina Faso aura de plus en plus de difficultés à gérer la menace émanant des groupes terroristes, qui réussiront à s'implanter dans de nombreuses régions du pays. L'instabilité, les violences ethniques, les troubles sociaux ainsi que le désenchantement et l'insatisfaction vis-à-vis du gouvernement s'étendront à la plupart, sinon à toutes les provinces et régions périphériques. La capacité du gouvernement à préserver l'État de droit se limitera aux « fiefs des Mossi » (et à certaines enclaves autour des principaux centres urbains) au centre du pays. La sécurité et le développement seront quant à eux de plus en plus souvent confiés, par défaut, aux acteurs internationaux. Cette situation ébranlera la légitimité de l'État tout en entravant la transition démocratique dans le pays, et pourrait aboutir à une fracture totale du pays au profit d'allégeances tribales et ethniques. Les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 porteront de nouveau préjudice à la confiance envers l'État et ébranleront ce dernier, y compris dans les régions où il bénéficie encore d'un important soutien populaire.

Le Burkina Faso pourrait bien prendre un chemin mêlant ces deux scénarios sous l'action conjuguée de plusieurs facteurs déterminants, comme l'issue des prochaines élections (prévues en novembre 2020), les répercussions de la pandémie de COVID-19, la gestion de la crise humanitaire en cours, et surtout la capacité de l'État (et de ses voisins) à juguler la menace émanant de groupes armés à l'échelle nationale et régionale.

Il est important de saluer la résilience relative du système politique du Burkina Faso en dépit de l'augmentation de la violence et de l'insécurité, qui aurait déjà pu provoquer une véritable crise politique. Pour préserver ses institutions démocratiques, le Burkina Faso doit impérativement relever ses défis structurels afin de donner à l'État les moyens de tenir ses engagements en sus de la sécurité, par exemple en matière de développement socioéconomique et de gouvernance.

Le Danemark suivra de près la situation au Burkina Faso. Si c'est le scénario le plus pessimiste qui semble primer, le Danemark, aux côtés de partenaires bilatéraux et multilatéraux partageant les mêmes valeurs, renforcera le dialogue avec le Burkina Faso et prendra des mesures conjointes pour remédier à la situation. À cette fin, la souplesse intrinsèque de l'engagement danois au Burkina Faso pour la période 2021-2025 lui permettra de s'adapter. Il pourrait ainsi réaffecter les ressources destinées à l'État au profit d'acteurs non étatiques, revoir le ciblage géographique et les modalités d'octroi des investissements en faveur du développement, et identifier de nouveaux engagements, partenaires et dispositifs adaptés à la détérioration du contexte sécuritaire, humanitaire et/ou politique. En dépit des conditions de sécurité difficiles, et des éventuels ajustements qui pourraient se révéler nécessaires au cours de la mise en œuvre, le Danemark n'en attend pas moins des résultats significatifs en matière de développement dans le cadre du nouveau programme pays au Burkina Faso, proportionnels aux investissements conséquents qui seront réalisés en faveur du développement.

LA COVID-19 AU BURKINA FASO

La pandémie de COVID-19 exacerbe bon nombre des difficultés existantes au Burkina Faso. Le taux de croissance annuel devrait baisser de 6 % à 2 % (en 2020), entraînant une récession d'une rare ampleur dans son sillage. Le premier produit d'exportation du Burkina Faso est l'or, mais la production minière est durement touchée, tandis que les exportations souffrent des nouveaux obstacles imposés aux chaînes d'approvisionnement et aux réseaux de transport à l'échelle mondiale. La fermeture des frontières et l'instauration des mesures de distanciation sociale ont considérablement ralenti l'activité économique.

À moyen et long terme, c'est sur le plan socioéconomique que la COVID-19 devrait entraîner les répercussions les plus importantes. La baisse de la croissance économique et des recettes entravera les efforts du gouvernement visant à financer et mettre en œuvre des réformes et à garantir l'accès aux services de base. De nombreux Burkinabè pourraient perdre leur emploi ou voir leur revenu baisser à mesure de la diminution de la demande nationale et régionale, avec à la clé une augmentation de la pauvreté dans l'ensemble du pays. Les premières données relatives aux ménages indiquent qu'environ 10 % des personnes actives avant le début de l'épidémie de COVID-19 n'ont pas repris le chemin du travail au moment de la reprise des activités économiques, et que le ralentissement économique du fait de l'épidémie a donné lieu à une diminution des salaires dans tous les secteurs économiques. Au fil de la crise et dès lors que les répercussions réelles de la COVID-19 deviendront plus claires, nous adapterons nos engagements à la situation, et en particulier aux répercussions socioéconomiques qui devraient s'inscrire dans la durée.

Au fil de la crise et dès lors que les répercussions réelles de la COVID-19 deviendront plus claires, nous adapterons nos engagements à la situation, et en particulier aux répercussions socioéconomiques qui devraient s'inscrire dans la durée.

3. PRIORITÉS POLITIQUES, RÉALISATIONS ET ATOUTS DU DANEMARK

Le Burkina Faso traverse une crise nationale et régionale au Sahel, où un effet de contagion régional exacerbe les difficultés nationales, et vice versa. Et au Sahel, et au Burkina Faso, la stabilité et la prospérité sont une fin en soi. Elles sont aussi un moyen de parvenir à la stabilité au sein d'une sphère d'intérêts importante pour le Danemark et l'Europe, l'un des objectifs premiers de la politique danoise. Le Danemark, dont les nombreux engagements incluent des actions de développement et d'aide humanitaire à long terme, des actions visant à stabiliser la région ainsi que des contributions à des opérations régionales et internationales, a renforcé son engagement au Burkina Faso et au Sahel. Il s'implique de manière bilatérale, mais également au travers d'institutions multilatérales et de plateformes et initiatives qui relèvent des Nations Unies et de l'Union européenne, à savoir l'Alliance Sahel, le Partenariat de l'Union européenne pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S), et la « Coalition pour le Sahel », autant d'organismes de premier plan pour la stabilité du Burkina Faso.

Et au Sahel, et au Burkina Faso, la stabilité et la prospérité sont une fin en soi.

PRIORITÉS DANOISES AU SAHEL ET AU BURKINA FASO

Le Sahel se trouve plongé dans une crise susceptible de détoner à tout moment aux portes de l'Europe. En termes de politique étrangère et de sécurité, le Danemark a tout intérêt à voir le Burkina Faso comme le Sahel gagner en stabilité et en résilience. Les groupes terroristes et les conflits entre certains groupes de population sont responsables de l'instabilité, des déplacements de populations et de la crise humanitaire critique que connaît le pays. À cela s'ajoutent la pauvreté extrême, la forte croissance démographique et les changements climatiques, autant de facteurs qui exacerbent la situation. Si rien n'est fait, ce cycle d'instabilité et de déplacements pourrait pousser des Burkinabè à migrer vers l'Europe en quête d'un avenir meilleur.

Dans cette optique, le **Danemark est déterminé à s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés au Burkina Faso et au Sahel.** Cette situation impose d'adopter une perspective globale qui allie des actions humanitaires à court terme et des actions de développement à long terme, assorties de solutions durables et innovantes aux défis complexes auxquels les communautés d'accueil sont confrontées.

Le Danemark a pour objectif premier de s'attaquer aux causes profondes des déplacements de populations au sein du Burkina Faso, conformément à son engagement mondial dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés (PMR). Le PMR appelle à faire davantage converger l'aide humanitaire et les actions de développement à long terme afin d'appuyer l'accès aux services, d'améliorer la résilience et d'accroître l'autonomie des personnes vulnérables, qu'elles soient réfugiées ou issues des populations locales, de préférence avec des acteurs de développement partageant les mêmes valeurs et sous l'égide du gouvernement concerné.

Le Danemark contribuera à la lutte contre le terrorisme et à la stabilisation du Burkina Faso et du Sahel. La sécurité au Sahel et au Burkina Faso demeurera une priorité pour le Danemark. Le Danemark appuie actuellement des actions de lutte contre le terrorisme et de stabilisation menés conjointement avec la France (Opération Barkhane) et d'autres partenaires, ainsi que la mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA). Grâce à ses actions visant à stabiliser le pays et la région, le Danemark entend continuer à mettre en avant d'une part le respect des droits humains au sein d'un cadre de référence solide, et d'autre part le principe d'égalités entre les sexes relevant de la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies relative aux femmes, à la paix et à la sécurité et de l'objectif de développement durable No 5 (ODD5) relatif à l'égalité entre les sexes.

Le Danemark sera porteur d'espoir et d'égalité des chances pour les jeunes du Burkina Faso. Le Sahel affiche l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde. Face à l'instabilité, à la pénurie d'emplois et au manque d'accès aux services sociaux de base, comme aux soins de santé et à l'éducation, les jeunes risquent de ne plus envisager leur avenir au Burkina Faso. Le Danemark les aidera à prendre leur avenir en main et contribuera au développement du pays en créant davantage d'emplois décents au Burkina Faso et en renforçant la participation des jeunes et leur influence dans la société.

Les femmes et les filles doivent avoir la possibilité de faire entendre leur voix dans les décisions qui affectent leur vie et d'accéder à des services de planification familiale, des soins de santé et une éducation à la sexualité. Le Danemark œuvrera à promouvoir la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation des femmes au Burkina Faso, y compris dans les régions rongées par des conflits, où les femmes et les jeunes filles sont particulièrement vulnérables.

Le Danemark contribuera à la gestion des changements climatiques au Burkina Faso. La région du Sahel est particulièrement exposée aux changements climatiques, qui exacerbent les défis existants en matière de pauvreté, d'instabilité et de déplacements de populations. Au Sahel, l'augmentation des températures devrait dépasser de 1,5°C la moyenne mondiale. Le Danemark donnera la priorité au renforcement de la résilience climatique des populations par le biais d'un meilleur accès à l'eau potable, d'une gestion intégrée de l'eau et de solutions intelligentes face aux changements climatiques dans le secteur agricole. Les investissements du Danemark et sa collaboration avec les autorités nationales en charge du secteur de l'eau aideront des centaines de milliers de personnes à accéder à l'eau potable.

Le Danemark œuvrera à apporter une réponse internationale efficace et coordonnée à la fois dans l'ensemble de la région et au Burkina Faso. Le Danemark est bien positionné en ce sens grâce à ses relations de longue date et à ses importantes réalisations au Burkina Faso, à un engagement fort de la communauté internationale et à des partenariats conclus avec un large éventail de parties prenantes.

Le Danemark est déterminé à contribuer à atteindre les objectifs de développement durable à l'échelle mondiale et à soutenir les pays fragiles, surtout

Le Danemark sera porteur d'espoir et d'égalité des chances pour les jeunes du Burkina Faso.

dans des régions voisines de l'Europe comme le Sahel, où la coopération sert les intérêts stratégiques du Danemark et de l'Europe.

Le Burkina Faso et le Sahel sont confrontés à une crise prolongée, qui impose des interventions sur le plan sécuritaire et humanitaire. Une optique plus structurelle et durable est également indispensable afin d'éliminer les risques et les facteurs de conflit, de fragilité et d'instabilité sous-jacents. **Le Danemark s'efforcera de mettre en œuvre le lien entre action humanitaire, développement et consolidation de la paix** à la faveur d'un arsenal flexible de mécanismes humanitaires, de développement et de stabilisation, qui permettra de répondre aux différentes dimensions des crises et d'intervenir en fonction de la manière dont les différentes parties du pays et de la région sont touchées.

Ces priorités s'appuient sur les excellents résultats obtenus dans le cadre du partenariat établi de longue date avec le Burkina Faso, qui s'articule autour de la coopération au développement. Dans ce cadre, le Danemark a assuré un appui aux institutions nationales, aux partenaires du secteur privé et de la société civile ; en renforçant leur résilience et leur participation, leur permettant d'obtenir des résultats remarquables.

4. LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PARTENARIAT DU DANEMARK AVEC LE BURKINA FASO

Les années à venir seront déterminantes pour le Burkina Faso, qui doit à tout prix stabiliser ses conditions de sécurité, maintenir la paix et obtenir des résultats concrets en matière de réduction de la pauvreté et de croissance partagée à long terme. Les objectifs stratégiques détaillés ci-après présentent la mise en œuvre des principales priorités politiques du Danemark, en prenant pour point de départ les domaines où ses politiques et ses intérêts convergent avec ceux du Burkina Faso.

4.1. OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 : RENFORCER LA SÉCURITÉ, L'ÉTAT DE DROIT, LES DROITS HUMAINS ET L'EFFICACITÉ DES INSTITUTIONS NATIONALES

Principaux objectifs de développement durable visés : ODD 5 (égalité entre les sexes), ODD 10 (inégalités réduites), ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces), ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).



Pour éviter une nouvelle escalade des conflits et participer aux efforts mondiaux et régionaux de lutte contre le terrorisme, et ainsi s'attaquer à certaines des causes profondes des flux de réfugiés, des déplacements internes de populations et des migrations potentiellement irrégulières vers l'Europe, le Danemark continuera d'épauler le gouvernement du Burkina Faso dans ses efforts pour maintenir la paix et la stabilité.

Pérenniser la stabilisation ne peut se faire sans protéger la sécurité, l'État de droit et les droits humains de base. Cette mission est au cœur du mandat de l'État et s'avère essentielle au maintien de son autorité et de sa légitimité. L'absence d'un accès égalitaire aux services de base peut alimenter le sentiment d'injustice, attiser les tensions et accentuer la déception à l'égard du gouvernement. Il est essentiel d'amener la population à faire confiance et à faire appel aux institutions ; pour cela, les capacités et la réactivité de l'État doivent être renforcées. En parallèle, la dynamique société civile du Burkina Faso est appelée à jouer un rôle majeur en responsabilisant le gouvernement, un rôle d'autant plus important dans un État soumis à de fortes pressions. Paix et stabilité durables

Le Danemark restera engagé dans la lutte contre les menaces transfrontalières comme le terrorisme et le crime organisé au Sahel par le biais d'interventions

militaires et d'importants efforts de stabilisation, par exemple via le Fonds danois pour la paix et la stabilisation. Pour cela, il interviendra en partenariat étroit avec ses alliés au sein d'initiatives multilatérales comme la Coalition pour le Sahel, qui inclut l'Alliance Sahel et le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel, le tout en veillant à ce que les gouvernements nationaux de la région s'approprient ces interventions, notamment par l'intermédiaire du cadre institutionnel du G5 Sahel.

Comme le démontre l'augmentation alarmante du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du Burkina Faso, tant que la pérennité de la sécurité n'est pas garantie, la crise est vouée à s'intensifier en raison de l'accroissement des besoins humanitaires, avec une perte de légitimité de l'État à la clé. Le Danemark contribuera à assurer une intervention adaptée au niveau sécuritaire et militaire à travers des interventions régionales et internationales conjointes et un appui bilatéral continu aux institutions nationales de sécurité, en portant une attention toute particulière à la promotion du respect des droits humains, de l'intégrité et de la redevabilité. Dans le cadre de ses engagements en matière de développement, des programmes tenant compte des risques de conflits seront adoptés afin d'assurer la stabilité et la résilience du pays à long terme.

ÉTAT DE DROIT, ACCÈS À UN SYSTÈME JUDICIAIRE EFFICACE ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS

Le consensus relatif au caractère impératif d'une réforme du système judiciaire et de l'application des normes internationales relatives aux droits humains est l'un des piliers du récent processus de transition démocratique au Burkina Faso.

Le Danemark continuera à se faire le champion de l'État de droit démocratique, élément fondamental afin d'établir un cadre légitime au sein duquel l'État et les acteurs de la société interagissent avec un respect réciproque, guidés par les droits, les devoirs et les obligations inscrits dans le droit international. Nous veillerons à ce que citoyens et membres du gouvernement soient soumis à la loi ; pour cela, nous renforcerons l'indépendance du pouvoir judiciaire ainsi que d'autres mécanismes de responsabilisation comme la Commission nationale des droits humains. Dans le cadre de nos efforts bilatéraux en ce sens, nous chercherons à créer des synergies et des partenariats étroits avec l'aide de l'Institut danois pour les droits humains.

Le Danemark poursuivra également ses efforts pour donner plus de poids à la société civile en offrant un appui à long terme visant à consolider les capacités des communautés locales à faire valoir les préoccupations des citoyens et à s'engager avec la société au sens large sur des questions liées à la promotion des droits humains, à un processus décisionnel inclusif, à la cohésion sociale, à l'égalité entre les sexes ainsi qu'à la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR). Nous encouragerons la participation des jeunes aux activités de la société civile, notamment dans le cadre de la prévention des conflits, en vue d'élaborer des stratégies efficaces pour faire barrage à l'extrémisme violent et promouvoir le dialogue et la réconciliation. Les parties prenantes religieuses seront elles aussi impliquées dans la prévention de l'exploitation des différences religieuses et ethniques par

Le Danemark contribuera à assurer une intervention adaptée au niveau sécuritaire et militaire à travers des interventions régionales et internationales conjointes et un appui bilatéral continu aux institutions nationales de sécurité, en portant une attention toute particulière à la promotion du respect des droits humains, de l'intégrité et de la redevabilité.

les jihadistes. Quant aux organisations de la société civile danoises, à savoir nos partenaires stratégiques ainsi que les bénéficiaires de subventions via des programmes de financements communs, elles seront des alliés précieux dans ces efforts, en apportant une valeur ajoutée à travers leur démarche de renforcement des capacités entre pairs.

Nous continuerons de chercher à nouer des partenariats avec des acteurs partageant nos valeurs et œuvrant à la promotion de la démocratie et des droits humains. Nos partenariats avec le système des Nations unies, notamment avec le PNUD, le HCDH, le FNUAP et l'UNICEF, seront particulièrement utiles pour promouvoir et faire respecter les normes internationales dans ces domaines et alimenteront le dialogue politique que nous menons pour veiller au renforcement des avancées du pays. Le gouvernement du Burkina Faso a par exemple soutenu, à l'échelle internationale, la lutte contre les mutilations génitales féminines, désormais inscrite dans sa législation et sa politique nationales. Obtenir des résultats dans le domaine de la santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) et dans le cadre de la résolution 1325 relative aux femmes, à la paix et à la sécurité sera l'une des pierres angulaires de notre dialogue avec le gouvernement et les partenaires de développement concernés.

DES INSTITUTIONS LÉGITIMES ET COMPÉTENTES

Dans une optique de stabilité nationale à long terme, il est essentiel que l'État se montre capable de prendre ses citoyens en charge. Renforcer les capacités du Burkina Faso à assurer les principaux services publics de manière responsable et juste sera l'un des pivots de l'engagement du Danemark dans ce pays, ce afin d'établir une légitimité générale centrée sur l'État. Cet angle d'attaque portera sur des secteurs essentiels pour lesquels le Danemark dispose déjà d'antécédents de partenariats fructueux avec le gouvernement, à l'image des secteurs de la sécurité, de la justice, de l'eau et de l'assainissement.

Dans la mesure du possible, nous aiderons les systèmes nationaux à assurer les services de base, à renforcer leurs capacités à tenir compte de vulnérabilités spécifiques et à planifier des interventions plus durables, à long terme. Nous chercherons à élaborer des modalités souples et réactives en impliquant des parties prenantes au niveau infranational pour encourager les changements résultant d'une approche ascendante.

4.2. OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 : PROMOUVOIR LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DU PAYS

Principaux objectifs de développement durable visés : ODD 1 (pas de pauvreté), ODD 2 (faim «zéro»), ODD 8 (travail décent et croissance économique), ODD 10 (inégalités réduites), ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).



Il est urgent de protéger et d'améliorer les conditions de vie au Burkina Faso. Nous devons donner des perspectives à la population en favorisant la résilience au niveau communautaire et national, et en adaptant nos efforts à ce contexte fragile. L'une de nos ambitions principales sera de protéger et de créer des emplois en ciblant tout particulièrement les femmes et les jeunes.

La crise humanitaire actuelle met en exergue la nécessité de répondre au plus vite aux besoins urgents dans les zones directement touchées par les conflits, l'instabilité et les déplacements de populations. Le Danemark entend veiller à « ne laisser personne de côté », à ne laisser personne en proie à une pauvreté et à une vulnérabilité extrême. Il sera dès lors particulièrement attentif aux besoins des personnes les plus vulnérables et défavorisées, notamment des personnes déplacées à l'intérieur du pays et de leurs communautés d'accueil. Ce faisant, il contribuera à améliorer les conditions de vie des populations les plus touchées, et renforcera la résilience des communautés locales afin d'éviter les tensions entre les populations d'accueil et les personnes déplacées.

Au niveau national, nous renforcerons la résilience économique du pays en apportant des perspectives de croissance et en prenant acte des aspirations de la population dans son ensemble, grâce à l'activité économique et à la création d'emplois. Il s'agira d'un vecteur important de réduction de la pauvreté et de promotion de la stabilité.

RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Dans un contexte où plusieurs régions du Burkina Faso sont en proie à une crise humanitaire et à l'insécurité alimentaire chronique, la résilience des communautés peut être favorisée au travers d'un meilleur accès à la nourriture et à l'eau, d'un accès à des revenus et un emploi, de structures décisionnelles locales, et de mécanismes de médiation locaux à même de régler la concurrence pour des ressources limitées. Les approches humanitaires mises en œuvre pourraient jeter les bases du développement et de la consolidation de la paix à long terme à la faveur d'interventions simultanées. Les différents dispositifs pourraient également être adaptés à l'apparition, l'intensification ou le recul de la crise. Pour cela, une programmation et un financement flexibles s'avèreront nécessaires. Les interventions à court terme relatives aux besoins relevant des situations d'urgence devraient, dans l'idéal, promouvoir le renforcement de la résilience et les actions de développement, en impliquant autant que possible les communautés, les autorités locales et les institutions nationales concernées.

L'appui du Danemark au renforcement de la résilience locale au point de convergence entre l'aide humanitaire et le développement sera mis en œuvre via différents acteurs tels que des organisations multilatérales et des organisations de la société civile (OSC) danoises multi-mandatées pour intervenir en matière d'aide humanitaire et d'aide au développement. Nous ferons appel à des organisations (ONG partenaires stratégiques du Danemark) dotées d'une expertise et d'une capacité suffisante pour promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et sensibiliser sur la violence sexuelle basée sur le genre (VSBG) dans les contextes de crise et de conflit.

L'appui à la résilience des communautés locales viendra s'ajouter au mandat bilatéral du Danemark dans le cadre de son engagement relatif au développement au Burkina Faso. Cette nouvelle orientation visera principalement à obtenir des résultats à court terme au profit des communautés locales les plus touchées par l'instabilité et l'insécurité actuelles dans le pays et par les répercussions négatives des changements climatiques.

L'appui à la résilience des communautés locales viendra s'ajouter au mandat bilatéral du Danemark dans le cadre de son engagement relatif au développement au Burkina Faso. Cette nouvelle orientation visera principalement à obtenir des résultats à court terme au profit des communautés locales les plus touchées par l'instabilité et l'insécurité actuelles dans le pays et par les répercussions négatives des changements climatiques. L'expérience internationale acquise par le Danemark dans d'autres situations de conflits alimentera les décisions importantes en matière de programmes relatifs au ciblage, à l'analyse des risques géographiques, aux procédures d'intervention dans les zones à risque et au choix de modalités de supervision adéquates. La sécurité sociale, ou d'autres dispositifs de protection sociale, sera intégrée dans les engagements concernés. Les dispositifs communautaires en la matière sont propres à chaque contexte, mais au Burkina Faso, ils sont souvent corrélés à l'emploi dans l'agriculture ou à la production agricole. Dans une optique de durabilité, nous mettrons les dispositifs de protection sociale au service de la création d'actifs productifs individuels et communautaires, à savoir des compétences, des groupes d'épargne et des infrastructures à petite échelle, avec à la clé une création d'emplois à long terme. Le Danemark cofinance le Programme de protection sociale adaptative au Sahel mis en œuvre par la Banque mondiale, dont la portée régionale inclut de facto le Burkina Faso. Nous étudierons d'éventuelles synergies avec la Banque mondiale et d'autres partenaires actifs dans le renforcement de la protection sociale et de la résilience au Burkina Faso.

Dans une optique de prévention des conflits, les interventions porteront également sur les différends inhérents aux pasteurs et aux agriculteurs, qui constituent l'un des principaux facteurs de tension au Burkina Faso et dans la région du Sahel. Les conflits locaux relatifs à la terre et à l'eau se trouvent exacerbés sous l'effet conjugué des changements climatiques et du manque de sécurité. La médiation et la résolution de conflits peuvent par exemple rapprocher les systèmes judiciaires coutumier et formel, les groupes locaux d'usagers de l'eau et d'autres parties prenantes locales. Les synergies existantes avec des partenaires stratégiques de la société civile danoise dotés de capacités et d'expertise dans la gestion du pastoralisme et des conflits locaux, ainsi que la recherche de nouvelles synergies, alimenteront les engagements en la matière.

RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE NATIONALE

Le Danemark continuera de soutenir la croissance et la résilience économiques nationales, en se concentrant sur l'agriculture, le premier employeur de l'économie burkinabè. Même lorsque des chocs extérieurs mettent à mal l'économie nationale, par exemple en cas de chute des prix internationaux de l'or ou du coton ou de restrictions sur les exportations et la chaîne d'approvisionnement (comme l'illustre la crise du fait de la COVID-19), le secteur agricole demeure la principale source d'emploi pour environ 80 % de la population active. En raison de la demande régionale et nationale, l'avantage comparatif du Burkina Faso réside, dans une large mesure, dans son secteur agricole. Le développement du secteur privé dans l'agriculture pourrait toucher de manière durable un grand nombre d'agriculteurs de subsistance et de personnes pauvres dans une situation de vulnérabilité. Des dispositifs efficaces pilotés par le secteur privé, qui ont vu le jour dans le cadre du

programme de pays en cours, pourront être intégrés dans le nouvel engagement bilatéral, qui examinera aussi des synergies avec les interventions de résilience communautaire. À ce jour, les investissements dans l'agro-industrie ont abouti à la professionnalisation de la gestion ainsi qu'à l'amélioration des processus de production, y compris par des formations sur le lieu de travail et le renforcement des compétences des travailleurs et des entrepreneurs. Les femmes, les personnes déplacées internes et les régions vulnérables seront prioritaires dans le cadre de cet objectif, tout comme les investissements en faveur de l'environnement.

Les engagements en faveur de la croissance économique et de la création d'emplois tiendront compte des conflits existants. La création de perspectives économiques et d'emplois est source de résilience, réduit les inégalités et contribue à atténuer les conflits.

4.3. OBJECTIF STRATÉGIQUE 3 : APPUYER LA CRÉATION DE MESURES D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Pertinence dans le cadre des objectifs de développement durable : ODD 1 (pas de pauvreté), ODD 2 (faim « zéro »), ODD 6 (eau propre et assainissement), ODD 13 (lutte contre les changements climatiques), ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).



Au Burkina Faso, beaucoup de conflits s'articulent autour de l'accès aux ressources naturelles comme les terres et l'eau et de leur gestion, ces ressources se trouvant au cœur des moyens de subsistance de la plupart des Burkinabè. Dans ce contexte, les changements climatiques sont un facteur qui démultiplie les conflits et les risques. En milieu rural, la population connaît de plus en plus d'épisodes de pénurie d'eau et de récoltes imprévisibles avec l'insécurité alimentaire croissante qui s'ensuit, ce qui menace ses moyens de subsistance et force de plus en plus de personnes à migrer. C'est notamment le cas des Burkinabè les plus pauvres et les plus vulnérables, qui résident souvent dans les zones les moins développées du pays (arides et en proie à des conflits) et sont les plus susceptibles de souffrir des changements climatiques.

Faute d'une gestion adaptée, l'eau peut se révéler être une véritable pomme de discorde, source de conflits, de déplacements de populations et de tensions à l'échelle locale. A contrario, une gestion adéquate de l'eau, en particulier si elle s'emploie à atténuer les conséquences négatives des changements climatiques au travers des mesures d'adaptation requises, peut jouer un rôle capital dans le développement du Burkina Faso.

Conformément aux priorités du Danemark, qui souhaite une coopération au développement plus favorable à l'environnement, nous mettrons divers dispositifs au service de l'adaptation aux changements climatiques afin d'aider les

Les changements climatiques sont un facteur qui démultiplie les conflits et les risques. En milieu rural, la population connaît de plus en plus d'épisodes de pénurie d'eau et de récoltes imprévisibles avec l'insécurité alimentaire croissante qui s'ensuit, ce qui menace ses moyens de subsistance et force de plus en plus de personnes à migrer.

franges les plus vulnérables de la population. L'incidence des changements climatiques sur la disponibilité des réserves en eau est l'objet du programme national pour la gestion des ressources en eau, qui apportera un appui spécifique en la matière. Des initiatives complémentaires sont envisagées pour aider les pratiques agricoles intelligentes face aux changements climatiques, dans le cadre des engagements en matière d'agriculture.

Cet appui contribuera à augmenter considérablement l'accès à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement, et à améliorer la gestion des ressources en eau afin de renforcer la résilience et d'améliorer les conditions de vie de la population. Nous donnerons la priorité à l'ajustement des mécanismes associés à la résolution de conflits liés à l'eau et à l'élaboration de mesures d'adaptation aux changements climatiques axées sur l'eau.

ENCADRÉ NO 2 : APERÇU DES PRINCIPAUX DISPOSITIFS MIS EN ŒUVRE PAR LE DANEMARK AU BURKINA FASO

- Dialogue politique, y compris via l'Union européenne
- Initiatives politiques (G5, Alliance Sahel, Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel)
- Dispositifs militaires (Barkhane)
- Coopération bilatérale au développement
- Fonds pour la paix et la stabilité : Programme régional Sahel, Paix et Stabilité
- Dispositifs sur le climat, y compris le programme régional sur le climat et la fragilité
- Autres initiatives et programmes régionaux, notamment le programme africain pour la paix (APP) et le programme de protection sociale adaptative au Sahel
- Partenariats stratégiques avec des OSC danoises (DRC/DDG, Save the Children, PlanBørnefonden, Oxfam IBIS, Caritas, IMS)
- Partenariats pour les droits humains et la démocratie (DIPD et DIHR)
- Aide humanitaire (organisations multilatérales et OSC danoises)
- Institutions européennes, y compris le fonds fiduciaire de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration en Afrique
- Fonds de recherche (Danida Fellowship Centre)
- Organisations, fonds et programmes multilatéraux, y compris les financements affectés aux agences des Nations Unies (PNUD, FNUAP, UNICEF), à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement
- Instruments financiers (IFU, y compris Danida Sustainable Infrastructure Finance)

5. SUIVI DU CADRE STRATÉGIQUE

L'ambassade du Danemark à Ouagadougou et les services compétents du ministère des Affaires étrangères à Copenhague assureront conjointement le suivi et l'évaluation des résultats de l'engagement du Danemark au Burkina Faso. Des réunions annuelles de dialogue avec la direction du ministère des Affaires étrangères permettront de définir une orientation stratégique et d'évaluer la pertinence des interventions et les éventuels ajustements à apporter en fonction de l'évolution des scénarios et des risques. La situation demeurant très instable, une approche adaptative et itérative sera adoptée comme principe général. Elle s'appuie sur un mécanisme de retour d'informations rapide visant à inscrire la mise en œuvre dans l'apprentissage et la prise de décision. Le suivi du programme, l'analyse des tendances et des évolutions au Burkina Faso, et l'apprentissage basé sur des données probantes permettront d'apporter des ajustements opportuns à l'engagement danois en fonction des besoins, y compris au niveau du choix des partenaires et des modalités de mise en œuvre. Nous impliquerons des partenaires nationaux à ce processus afin de veiller à ce qu'ils soient impliqués dans les éventuels changements d'orientation ou de contenu des interventions. Les objectifs stratégiques et indicateurs généraux fourniront un socle commun de promotion d'interventions cohérentes au point de convergence entre l'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix.

Nous nous efforcerons de procéder à des analyses conjointes avec des partenaires partageant nos valeurs (par exemple l'Union européenne, la Banque mondiale, les Nations Unies ainsi que des partenaires stratégiques parmi les organisations de la société civile), qui nous aideront à mener une analyse globale de risques. Nous nous concentrerons tout particulièrement sur les dispositifs, les modalités, les régions et les secteurs concernés par la mise en œuvre du cadre stratégique. Des scénarios impliquant des mesures d'atténuation et des stratégies de substitution seront intégrés dans les nouveaux engagements.

L'évaluation globale des risques sera du ressort de l'ambassade à Ouagadougou et fera partie d'un examen allégé de la coopération bilatérale au développement effectué une fois par an. Ce mécanisme comparera les résultats obtenus et escomptés, ce qui permettra de prendre des décisions éclairées, en consultation avec nos partenaires dans le secteur du développement. Il servira également de base à la définition de nouveaux partenariats et de nouvelles interventions dans le cadre du portefeuille pour le Burkina Faso d'une part et à l'évaluation des liens entre les engagements bilatéraux en matière de développement et les autres instruments danois d'autre part.

L'ambassade étudiera la faisabilité et les possibilités en matière d'application de la télésurveillance par l'intermédiaire du système de surveillance et de supervision par géolocalisation (GEMS). Il est prévu de faire appel à une équipe tierce de suivi et d'évaluation qui l'aidera à garantir la qualité des évaluations décrites ci-dessus. Elle sera notamment chargée de valider les données transmises par les partenaires de mise en œuvre et de vérifier régulièrement les hypothèses et les risques. Cette équipe participera à l'élaboration de mécanismes d'audit social impliquant les communautés ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie de communication sur les résultats et effets obtenus.

6. LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAL

Ce chapitre présente les axes stratégiques du programme de développement bilatéral pour le Burkina Faso pour la période 2021-2025.

PRIORITÉS ET CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAL

Les engagements bilatéraux de développement visent à apporter une solution dynamique à la précarité en alliant résultats à court terme et processus de changement à long terme, stratégie qui contribue directement aux priorités politiques globales danoises. Le ciblage géographique des engagements bilatéraux en matière de développement reposera sur les possibilités de renforcement des efforts de prévention des conflits susceptibles de contribuer à lutter contre les risques et les facteurs de conflit, de fragilité et d'instabilité sous-jacents. Si les conditions de sécurité dans une zone donnée deviennent trop dangereuses pour y déployer une approche axée sur le développement, nous envisagerons le recours à d'autres dispositifs. Des dispositions de financement d'urgence, rendues possibles par une réserve considérable de fonds non préaffectés, assureront un surcroît de flexibilité face aux impondérables qui pourraient sinon empêcher d'atteindre les objectifs stratégiques.

Le soutien à des institutions publiques efficaces et légitimes sera un volet important de nos engagements bilatéraux en matière de développement, et nous nous efforcerons de faire coïncider notre appui bilatéral avec le plan de développement national et les stratégies et politiques sectorielles nationales. En parallèle, nous continuerons de nous appuyer sur les principaux facteurs de résilience existant au sein des communautés, de la société civile et du secteur privé. Outre le soutien à la mise en œuvre d'activités sur le terrain au Burkina Faso, nos engagements bilatéraux constitueront un solide point de départ pour ouvrir un dialogue politique avec les partenaires nationaux tout en contribuant au dialogue stratégique du Danemark avec ses partenaires multilatéraux.

Afin de s'attaquer aux problèmes d'inégalités, les engagements viseront à prévenir la discrimination et la marginalisation de certaines catégories de détenteurs de droits, en portant une attention toute particulière aux femmes, aux jeunes et aux minorités. En outre, les engagements contribueront à l'autonomisation des groupes vulnérables. Afin de mieux répondre aux préoccupations des jeunes, nous nous efforcerons de trouver des moyens de consulter les organisations menées par des jeunes tout au long des engagements bilatéraux.

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT À L'APPUI DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS HUMAINS, DE LA PAIX ET LA STABILITÉ, DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET DE LA SANTÉ ET DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS (SDRS)

À l'appui du premier objectif stratégique, le programme de développement bilatéral s'attachera à prévenir l'escalade des conflits violents et à s'attaquer

aux causes structurelles des conflits et de l'instabilité, à savoir l'inégalité, l'injustice et la très forte croissance démographique. Les domaines d'engagement suivants sont envisagés dans le cadre de cet objectif stratégique.

Une administration de la justice juste, équitable et accessible à tous

Le Danemark pérenniser son soutien à l'État de droit et aux institutions axées sur les droits humains afin de donner au gouvernement les moyens de respecter ses obligations en matière d'égalité en droit de tous les citoyens. Il renouvellera notamment ses efforts visant à améliorer le fonctionnement et les performances de l'appareil judiciaire, par exemple en améliorant les mécanismes de contrôle et de redevabilité. Nous accorderons en outre une attention particulière à l'amélioration de l'accès à la justice, tout particulièrement chez les groupes vulnérables, en renforçant les capacités à l'échelle nationale et locale, en veillant à l'existence de meilleurs liens entre les institutions informelles et formelles et en les rapprochant à la faveur de relations de soutien mutuel afin d'accroître l'efficacité des mécanismes de justice, de réconciliation et de gouvernance locale.

La promotion des mécanismes de médiation sera étudiée en relation avec la justice pénale et civile, y compris pour les cas relatifs aux droits fonciers, l'un des domaines donnant lieu à la plupart des litiges et conflits. Dans ce contexte, le Danemark peut conférer une valeur ajoutée à une initiative de réforme de fond des droits fonciers envisagée par la Banque mondiale. La ligne de conduite du Danemark en matière de droits humains, et l'importance qu'il accorde à la protection des groupes vulnérables tels que les femmes, les mineurs et les groupes marginalisés, viennent compléter des interventions prévues par d'autres partenaires de développement visant à rendre le système judiciaire plus efficace, par exemple l'Union européenne en ce qui concerne le Partenariat pour la Sécurité et la Stabilité au Sahel (P3S).

Une police efficace et respectueuse des droits humains

Le Danemark s'est imposé comme un chef de file en matière de promotion des principes des droits humains et de bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité au Burkina Faso d'une part, et de renforcement de la confiance entre les forces de sécurité et les communautés locales d'autre part. Les efforts en ce sens doivent être poursuivis ; ce n'est qu'à cette condition que les résultats obtenus pourront être consolidés. Ceux-ci viseront à rendre la police et la gendarmerie nationales plus accessibles, efficaces et réactives, et à garantir que leur travail respecte les normes relatives aux droits humains. Cette démarche contribuera directement à la prévention des conflits en répondant à l'indignation de la population face à des injustices réelles ou perçues découlant du comportement de forces de sécurité. À cela viendra s'ajouter une attention toute particulière à la promotion des mécanismes d'intégrité et de responsabilité et au renforcement de la protection des groupes vulnérables, notamment en mettant l'accent sur l'égalité entre les sexes et les droits des femmes et des enfants dans le secteur de la sécurité.

Mettre la participation citoyenne au service des droits humains et de la cohésion sociale

Depuis des années, le Danemark est l'un des principaux partenaires à apporter son soutien institutionnel aux organisations de la société civile nationale, ligne

Nous accorderons en outre une attention particulière à l'amélioration de l'accès à la justice, tout particulièrement chez les groupes vulnérables, en renforçant les capacités à l'échelle nationale et locale, en veillant à l'existence de meilleurs liens entre les institutions informelles et formelles et en les rapprochant à la faveur de relations de soutien mutuel afin d'accroître l'efficacité des mécanismes de justice, de réconciliation et de gouvernance locale.

de conduite qui s'est révélée capitale pour donner plus de poids aux organisations à même de mobiliser la population et de demander des comptes aux personnes au pouvoir. En outre, le Danemark œuvre en faveur d'une société civile forte, indépendante, plurielle et qui sait se faire entendre, en nouant des partenariats réciproques entre des acteurs de la société civile au Danemark et au Burkina Faso. L'expérience montre qu'il est essentiel d'aider les associations et organisations locales à mener à bien leurs propres stratégies pour faire entendre les voix de la société civile. Cela étant, à l'heure actuelle, relativement peu de donateurs apportent cette aide au Burkina Faso. Dans le contexte actuel, la société civile peut être amenée à jouer un rôle constructif, en permettant à un pan plus large de la société d'exprimer ses doléances et d'influencer les prises de décision. À travers son engagement bilatéral, le Danemark continuera de soutenir l'élargissement du rôle et des capacités de la société civile, ainsi que la capacité de la population à s'exprimer librement et à participer aux processus démocratiques, en incitant les jeunes à être de véritables acteurs de la société. Cela se traduit par des initiatives axées sur la promotion des droits humains, susceptibles de jeter des ponts au sein de la société et de favoriser la résolution pacifique des conflits. Nous veillerons particulièrement à prévenir les conflits liés à la gestion des ressources naturelles comme les terres et l'eau ainsi que l'exploitation minière artisanale.

Égalité entre les sexes et autonomisation des femmes

La promotion de l'égalité des sexes a toujours été inscrite au nombre des priorités des efforts de coopération danois au Burkina Faso. Malgré certaines avancées, comme l'adoption de différents dispositifs juridiques visant à améliorer l'égalité entre les sexes et la protection des droits des femmes, de nombreuses inégalités et disparités subsistent dans tous les domaines de la vie économique, politique et sociale. Il est dès lors toujours pertinent que le Danemark apporte un soutien ciblé dans ce domaine, même si l'égalité entre les sexes fera également partie intégrante de tous les autres engagements. Au Burkina Faso, des donateurs se sont associés pour promouvoir des initiatives en faveur de l'égalité entre les sexes par le biais d'un fonds en la matière qui existe depuis plus de dix ans. Le Danemark figure parmi les principaux contributeurs à ce fonds, qui s'est avéré être une plateforme efficace pour appuyer autant les institutions gouvernementales que la société civile sur un vaste éventail de sujets comme les violences sexuelles basées sur le genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'autonomisation sociale et économique et la participation des femmes en politique. Le Danemark continuera de soutenir ce type de mécanismes souples à même de prendre en considération les nouvelles préoccupations, notamment celle des femmes dans la prévention des conflits et le maintien de la paix.

Santé et droits sexuels et reproductifs

La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) seront une priorité pour le Danemark. Le renforcement de ce secteur constitue non seulement une ligne de conduite juste, mais aussi un mécanisme important pour faire face à la croissance démographique très élevée et à la pression qu'elle exerce sur la société, les systèmes et les ressources nationales. En étroite collaboration avec d'autres partenaires de développement, notamment l'UNFPA, le Danemark contribuera au renforcement des capacités nationales en faveur des droits des filles et des femmes à décider librement de leur sexualité, du nombre d'enfants

Le renforcement de ce secteur constitue non seulement une ligne de conduite juste, mais aussi un mécanisme important pour faire face à la croissance démographique très élevée et à la pression qu'elle exerce sur la société, les systèmes et les ressources nationales.

qu'elles auront et de l'intervalle entre leurs grossesses, ainsi qu'à leur accès aux informations, à l'éducation et aux moyens permettant de faire valoir ces droits. Le Danemark aidera également le gouvernement à élaborer des stratégies efficaces pour répondre aux besoins sexuels et reproductifs propres aux filles et aux femmes qui vivent dans les situations d'urgence. Le Danemark, par le biais de dispositifs multilatéraux, contribue à travers l'UNICEF, au Partenariat mondial pour l'éducation et au fonds « L'éducation ne peut attendre », tous dotés de programmes dédiés à l'éducation au Burkina Faso. Cette démarche donne la priorité à l'éducation des filles, par ailleurs un important investissement à long terme dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR).

RÉSULTATS ESCOMPTÉS DE L'APPUI BILATÉRAL À L'ÉTAT DE DROIT, AUX DROITS HUMAINS ET À LA PAIX ET LA STABILITÉ (Y COMPRIS À L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET À LA SANTÉ ET DES SEXUELS ET REPRODUCTIFS (SDSR)):

- Amélioration de l'accès et de la qualité de la justice
- Accroissement de l'efficacité et du respect des droits humains parmi les forces de l'ordre
- Accroissement de l'engagement citoyen, en particulier chez les femmes et les jeunes, pour la promotion des droits humains et de la cohésion sociale
- Amélioration du statut politique, social, économique et sanitaire des femmes
- Diminution du taux de fécondité, en particulier chez les adolescentes

ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT À L'APPUI DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS ET D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INTELLIGENTE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Dans la situation actuelle, caractérisée par une diminution du rendement agricole, un accroissement de l'insécurité alimentaire et l'expansion de la menace que constituent les conflits et l'insécurité dans le pays, le Danemark réorientera en partie son soutien bilatéral afin de répondre aux besoins les plus urgents des communautés rurales, et ainsi, renforcer leur résilience. Les interventions tiendront ainsi compte de la dimension locale des conflits.

Nous renouvelerons notre appui visant à stimuler la productivité, la compétitivité et la création d'emplois, surtout chez les petites et moyennes entreprises du secteur agricole et agro-industriel, ce afin de soutenir la croissance économique et de faire reculer la pauvreté à moyen et long terme.

Trois domaines d'engagement sont prévus. Ils ciblent principalement l'objectif de croissance économique et de résilience, mais contribuent aux trois objectifs premiers du cadre stratégique.

Renforcement de la résilience Communautaire et de la protection sociale

Il est possible d'intégrer la protection sociale ou les autres dispositifs en la matière dans un programme agricole au niveau communautaire, en réponse aux défis actuels auxquels les communautés sont confrontées en milieu rural. La résilience locale est plurielle et repose notamment sur l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, l'emploi, la cohésion sociale et la gouvernance. Les activités peuvent impliquer des infrastructures communautaires à petite échelle qui créent des emplois, augmentent la productivité agricole, réduisent les risques liés au climat et soutiennent les structures permettant à la communauté de prendre des décisions et de se les approprier. Nous nous attacherons à répondre de toute urgence aux besoins des communautés rurales les plus vulnérables, tout en veillant à la durabilité et en renforçant la résilience à long terme.

Création d'emplois et croissance agricole

En l'absence d'un accès structuré à des services complets dans le secteur agricole, l'aide bilatérale danoise contribue à élaborer des dispositifs efficaces pilotés par le secteur privé, qui mettent l'accent sur l'intégration et l'accès au développement des entreprises dans les chaînes de valeur agroalimentaires et agricoles, et ce au profit de la création d'emplois.

Nous pérenniserons ce soutien, notamment à travers des actions visant à fournir des solutions écologiques et d'adaptation aux changements climatiques axées sur les producteurs et les transformateurs agricoles. En tirant parti de l'augmentation des connaissances sur les répercussions des changements climatiques, y compris sur les ressources en eau, nous serons en mesure d'encourager des solutions efficaces sur le plan énergétique et intelligentes face aux problématiques climatiques, destinées aux activités de production agricole et au secteur agro-industriel.

Nous renforcerons les actions visant à appuyer les femmes et les jeunes au moyen de dispositifs spécifiques.

Accès renforcé au crédit pour les entreprises agricoles et agro-industrielles
L'accès au financement constitue un défi de premier plan pour les petites et moyennes entreprises, qu'elles soient nouvelles ou existantes. Les incertitudes liées au climat qui affectent le rendement agricole annuel, la faible capacité de gestion des entreprises, en particulier des PME, ainsi que la mauvaise organisation des chaînes de valeur expliquent que le secteur financier du Burkina Faso a toujours fait preuve d'une aversion au risque en matière d'octroi de prêts aux entreprises du secteur agricole. Cette situation empêche les entreprises de croître, d'adopter de nouvelles technologies ou de créer des emplois. Nous poursuivrons notre collaboration avec des banques privées nationales et d'autres institutions financières dans le but de les aider à offrir des réponses durables et adaptées aux besoins de financement des acteurs privés, l'objectif étant ici de générer un effet maximal sur l'emploi dans le secteur agricole, notamment en incitant l'agro-industrie à s'approvisionner dans les zones rurales, avec ainsi un effet démultiplicateur et une croissance globale à la clé.

Cet engagement convergera avec l'engagement en matière de résilience des communautés afin de soutenir les agriculteurs, les organisations et les populations plus vulnérables au niveau local. Les banques privées nationales seront fortement encouragées à continuer à octroyer des crédits aux institutions de microfinance.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS DU SOUTIEN BILATÉRAL À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET À LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE:

- Augmentation de la productivité et de la création d'emploi dans les entreprises agricoles grâce à des services de conseil de qualité et au développement des entreprises.
- Simplification de l'accès au financement pour les entreprises de production agricole et agro-industrielles (entraînant une croissance du secteur privé et la création d'emplois)
- Interventions rapides et soutien aux communautés dont la résilience et les moyens de subsistance sont mis à mal par l'insécurité et les effets des changements climatiques

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT À L'APPUI DE L'ACCÈS AUX SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ET DE LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU

L'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement et d'hygiène et gestion intégrée des ressources en eau est menacé, en raison du taux de fécondité élevé exacerbé par les effets négatifs des changements climatiques en général, et du nombre croissant de personnes déplacées internes qui s'installent dans un environnement urbain plus sûr en particulier. Les nombreuses personnes déplacées internes exercent d'ores et déjà un important surcroît de pression sur les ressources en eau, qui augmente le risque de conflit entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées.

L'un des principes directeurs de l'engagement du Danemark sera d'orienter ses interventions planifiées vers le renforcement du lien entre l'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix en alliant les interventions humanitaires dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, à des interventions porteuses de résilience et de durabilité à long terme. Le Danemark, à travers l'UNICEF et l'entité nationale en charge de l'eau, a déjà pris des mesures pour appuyer les personnes déplacées internes et les communautés d'accueil dans des régions en crise, où l'accès à l'eau et aux services d'assainissement est difficile.

Trois domaines d'engagement sont envisagés avec un accent thématique sur l'eau, qui contribuent aux trois objectifs du cadre stratégique.

PRESTATION ÉQUITABLE DE SERVICES PUBLICS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le Danemark jouit d'une longue expérience dans le secteur de l'eau au Burkina Faso ; il a largement contribué à élargir la couverture des services d'approvisionnement en eau et assainissement dans les zones rurales. Au fil des ans, le Danemark a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme national d'investissement sectoriel, qui constitue aujourd'hui le cadre qui régit le financement public du secteur de l'eau et la plupart des contributions sectorielles assurées par d'autres partenaires de développement. En outre, l'approche sectorielle a contribué au développement des compétences techniques et au renforcement des capacités des principales institutions publiques et privées : à la clé, un service national de distribution d'eau performant et un large éventail d'entreprises privées compétentes contribuant aux performances du secteur de l'eau et de l'assainissement et offrant des possibilités d'emploi et des revenus à des hommes et à des femmes burkinabè.

Conformément à la priorité danoise relative à l'augmentation du nombre de personnes ayant accès à l'eau potable dans les zones affectées par les changements climatiques, cette aide sera maintenue, avec en ligne de mire globale la réduction de la pauvreté (plus de la moitié de la population rurale n'a pas accès à l'eau potable), le renforcement de la résilience des communautés locales et un regain de confiance envers le rôle de prestataire de services sociaux de base de l'État.

Le soutien danois passera par le programme national d'investissement, qui favorise l'appui aux communautés rurales dépourvues d'accès à l'eau potable. Pour permettre une réponse plus souple aux besoins émergents découlant d'une crise humanitaire qui s'accélère (par exemple, en raison des déplacements de populations internes), une importante enveloppe financière non préaffectée sera comprise dans l'engagement. Un autre dispositif susceptible d'être mobilisé est le Danida Sustainable Infrastructure Finance, dispositif de prêt à des conditions très favorables (50 %) qui pourrait être utilisé pour les investissements dans des infrastructures, par exemple pour l'accès à l'eau dans les zones urbaines et périurbaines.

Amélioration des conditions sanitaires dans les zones rurales

À elle seule, la fourniture d'eau potable ne suffit pas à améliorer les conditions de santé de la population. À l'heure actuelle, trois personnes sur quatre n'ont pas accès à des installations sanitaires suffisantes au Burkina Faso. De meilleures pratiques d'hygiène et la promotion d'installations sanitaires adéquates dans les communautés doivent impérativement accompagner l'approvisionnement en eau potable afin d'améliorer les bénéfices sanitaires en général, et de réduire le risque de maladies transmises par l'eau en particulier, qui pourraient conduire à des épidémies, compromettant encore la résilience de la population. Dans le cadre de ces activités, les femmes et les jeunes constituent un groupe cible important, avec des synergies éventuelles avec les engagements liés à la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR). D'après les enseignements positifs tirés d'un programme financé conjointement par la Suède et le Danemark et d'un projet mis en œuvre en collaboration avec l'UNICEF, nous envisageons de pérenniser nos efforts visant

Les conflits locaux relatifs à la terre et à l'eau se trouvent exacerbés sous l'effet conjugué des changements climatiques et du manque de sécurité. La médiation et la résolution de conflits peuvent par exemple rapprocher les systèmes judiciaires coutumier et formel, les groupes locaux d'usagers de l'eau et d'autres parties prenantes locales.

à améliorer les conditions d'assainissement, en tâchant de combler de toute urgence les graves lacunes au niveau des communautés d'accueil des personnes déplacées internes.

Renforcement de la gestion intégrée des ressources en eau et de l'adaptation aux changements climatiques

Dans le contexte fragile du Sahel, menacé par des pénuries d'eau, la réduction et la gestion des risques que posent les changements climatiques passent en grande partie par l'eau. La mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire et institutionnel fonctionnel pour la gestion intégrée des ressources en eau est un impératif pour aborder de manière pacifique et équitable la répartition des ressources limitées en eau. D'ores et déjà, les changements climatiques affectent les moyens de subsistance des communautés rurales les plus pauvres, qui dépendent des activités agricoles et d'élevage, et attisent toujours plus les conflits entre les communautés et les différents groupes d'utilisateurs de l'eau.

Le Danemark poursuivra son soutien à la mise en œuvre du plan national de gestion intégrée des ressources en eau, outil important qui a fait ses preuves en matière de distribution équitable des ressources en eau. Il mettra l'accent sur le renforcement du cadre institutionnel et des mécanismes de prévention et de résolution des conflits liés à l'eau. Les groupes locaux d'utilisateurs de l'eau offrent un bon exemple d'un mécanisme de médiation ayant fait ses preuves dans les situations de conflit potentiel à l'échelle locale. Le soutien danois sera en outre clairement axé sur l'identification des changements climatiques liés à l'eau en vue de permettre la mise en œuvre de mesures d'adaptation.

RÉSULTATS ESCOMPTÉS DU SOUTIEN BILATÉRAL À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT, À LA GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU ET À L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES LIÉE À L'EAU:

- Amélioration des moyens de subsistance et de la résilience des populations rurales grâce à la fourniture d'eau potable aux communautés non ou mal desservies
- Amélioration des moyens de subsistance et de la résilience des populations rurales grâce à la sensibilisation à l'hygiène et à la promotion de latrines adéquates
- Accès à l'eau et à des services d'assainissement chez les personnes déplacées, avec à la clé une minimisation des conflits avec les populations d'accueil urbaines
- Mise en œuvre de mécanismes locaux de réglementation de la distribution des ressources en eau dans tous les bassins et sous-bassins et diminution du nombre de conflits liés à l'eau
- Mise en œuvre de mesures d'adaptation aux changements climatiques renforcées liées à l'eau

BUDGET POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAL – RÉPARTITION SELON LA LOI DE FINANCES 2020

Renforcer la sécurité, l'État de droit, les droits humains et l'efficacité des institutions nationales	250 million DKK
Promouvoir la résilience des communautés locales et la résilience économique du pays	350 million DKK
Appuyer la création de mesures d'adaptation aux changements climatiques et un meilleur accès aux ressources en eau	450 million DKK
Total	1050 million DKK

* Les rubriques du budget sont différentes de ceux de la Loi de Finances 2020 (bonne gouvernance, agriculture/croissance économique et eau/assainissement), correspondant aux trois objectifs stratégiques du cadre stratégique Danemark-Burkina Faso. Il existe de fortes synergies entre les objectifs stratégiques ; importants investissements en faveur d'un accès égal et équitable aux ressources en eau contribuent directement à l'adaptation aux changements climatiques, mais aussi à l'amélioration de la sécurité et l'efficacité des institutions nationales par la fourniture de services sociaux de base et la légitimité de l'État.

ANNEXE 2: CHIFFRES CLÉS POUR LE BURKINA FASO

INDICATEUR	VALEUR	ANNÉE	SOURCE
Données économiques clés			
Superficie (km carrés, milliers)	274220 km ²	2018	WB WDI
Population	19751 535	2018	WB WDI
Produit intérieur brut, PIB (USD actuel)	14,1 milliards USD	2018	WB WDI
Croissance PIB (% annuel)	6,8 %	2018	WB WDI
PIB par habitant (USD actuel)	715,1 USD	2018	WB WDI
Indice «Ease of Doing Business»	No 151	2019	WB WDI
Dépenses de consommation finale des administrations publiques (% du PIB)	26,7 %	2018	WB WDI
Recettes fiscales (% du PIB)	17,2 %	2018	WB WDI
APD nette reçue par habitant (USD actuel)	56,2 %	2018	WB WDI
APD nette reçue % du RNB	7,9 %	2018	WB WDI
Balance des paiements courante, % du PIB	-7,3 %	2017	WB WDI
Amortissement total de la dette (% de RNB)	1,0 %	2018	WB WDI
Inflation, prix consommateurs (changements annuels en %)	-3,2 %	2019	WB WDI
Données sociales clés			
Croissance démographique (% annuel)	2,9 %	2018	WB WDI
Espérance de vie à la naissance, total (années)	60,8 ans	2017	WB WDI
Population âgée de 15 à 64 ans (% de la population totale)	52,6 %	2018	WB WDI
Population urbaine (% de la population totale)	29,4 %	2018	WB WDI
Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans (pour 1000 naissances)	76,4 pour 1000 naissances vivantes	2018	WB WDI
Taux de mortalité maternelle, estimation modélisée, pour 1000 naissances vivantes	320,0 pour 100000 naissances vivantes	2017	WB WDI
Personnes utilisant de l'eau potable de base (% de la population totale)	47,9 %	2017	WB WDI
Médecins (pour 1000 personnes)	0,1 pour 1000 personnes	2016	WB WDI
Prévalence du VIH, total (% de population âgée de 15 à 49 ans)	0,7 %	2018	WB WDI
Taux de scolarisation, primaire (% brut)	96,1 %	2018	WB WDI

(VOIRE PAGE SUIVANT)

INDICATEUR	VALEUR	ANNÉE	SOURCE
Taux de pauvreté à 1,90 USD par jour (PPP 2011) (% de la population)	43,7 %	2014	WB WDI
Part des revenus détenus par les 20 % moins élevés	8,3 %	2014	WB WDI
Données environnementales clés			
Surface forestière (% du territoire)	19,3 %	2016	WB WDI
Personnes utilisant au moins des services sanitaires de base (% de la population)	19,4 %	2017	WB WDI
Émissions de CO2 (tonnes métriques par habitant)	0,2 tonne par habitant	2014	WB WDI
Production d'électricité renouvelable (% de la production d'électricité)	9,4 %	2015	WB WDI
Données clés sur les droits humains			
Droits politiques, 0-40 points	23/40	2019	Freedom House
Droits civiques, 0-60 points	33/60	2019	Freedom House
Nombre d'instruments de droits humains ratifiés (sur 13)	12 sur 13	2019	HCDH

ANNEXE 3: CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUE

NIVEAU D'IMPACT

VISION GLOBALE

La paix et la stabilité au Burkina Faso sont renforcées dans le respect des principes de l'État de droit, et la pauvreté et les inégalités sont réduites grâce à une meilleure résilience et à une croissance économique durable.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

1. Renforcer la sécurité, l'État de droit, les droits humains et l'efficacité des institutions nationales dans l'optique de maîtriser l'escalade des conflits, tout en s'attaquant aux causes structurelles de la précarité par le soutien aux efforts en matière de sécurité internationale et régionale et de stabilisation tout en apportant son soutien à la création d'institutions publiques et d'une société civile fortes et légitimes au Burkina Faso.

2. Promouvoir la résilience des communautés locales et la résilience économique du pays dans le but de réduire la pauvreté en répondant aux besoins d'urgence locaux, en renforçant les dispositifs de protection sociale, en soutenant la croissance économique et en créant des emplois, le tout en mettant un accent particulier sur les jeunes et une croissance inclusive.

3. Soutenir la création de mesures d'adaptation aux changements climatiques afin d'éviter une nouvelle détérioration des conditions de vie des populations vulnérables en garantissant un accès accru, plus égal et équitable aux ressources en eau à toutes fins.

INDICATEURS ET MOYENS DE VÉRIFICATION (MOV)

1. Sécurité

MoV: ODD 16.1.2 décès liés à des conflits; nombre de déplacés internes selon OCHA, perception par les femmes de la sécurité de la communauté (indice WPS).

2. L'État de droit, accès à la justice et des droits humains

MoV: ODD 16.3.2 Proportion de la population carcérale en instance de jugement; Données du Ministère de la Justice/V-DEM accès à la justice ; taux d'occupation réel des prisons, données du Ministère de la Justice; ODD 16. a.1/données du Ministère des Droits Humains; Existence d'une institution nationale indépendante de défense des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris.

3. Participation libre et inclusive"

MoV: ODD 16.7.2 ; V-DEM/IIAG: Participation de la société civile; cas signalés de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes ou d'autres professionnels des médias soumis à des sanctions ou à des pressions politiques pour avoir publié des informations, données provenant d'OSC nationales et internationales.

4. Égalité entre les sexes et SDR

MoV: V-Dem / ODD 5.3.1: Taux de mariage des enfants; ODD 5.a.2: l'égalité des droits des femmes à la terre; ODD 5.6.1 Taux de MGF, indice des femmes pour la paix et la sécurité (WPS).

1. Égalité et croissance inclusive (rurale/ urbaine, femmes/hommes)

MoV: ODD 10.1 et 10.2, Portail de données de la Banque Mondiale sur la pauvreté et l'équité.

2. Augmentation de la productivité agricole et des revenus des petits producteurs, y compris des femmes

MoV: ODD 2.3, données du Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement et du Ministère de l'Agriculture.

3. Création d'emplois productifs, notamment pour les femmes et les jeunes

MoV: ODD 8.3 & ODD 8.6 Données de la Banque Mondiale Emplois/OIT (ICMT).

4. Proportion de petites et moyennes entreprises agroalimentaires disposant d'un prêt ou d'une ligne de crédit

MoV: ODD 8.3 & ODD 9.3.

5. Pourcentage de ménages ayant besoin d'une aide alimentaire

MoV: ODD 2.1, données du suivi du Programme Alimentaire Mondial.

6. Accès aux services sociaux de base pour les déplacés internes

MoV: Statistiques de l'ONEA /Ministère de l'Eau et de l'Assainissement.

1. Accès à l'eau potable : Pourcentage de la population en milieu rural ayant accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat

MoV: Statistiques annuelles du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement.

2. Le nombre de conflits liés à l'accès à l'eau a diminué

MoV: ODD 6.5 Suivi annuel de la mise en œuvre du plan d'action national pour la gestion intégrée des ressources en eau.

3. Les mesures d'atténuation du changement climatique ont été intégrées dans les plans de gestion des ressources en eau des bassins ou sous-bassins.

MoV: (ODD 2.4 et ODD 13.1) Suivi annuel de la mise en œuvre du plan d'action national pour la gestion intégrée des ressources en eau.

4. Mise en place et fonctionnement de mécanismes locaux réglementant la distribution des ressources en eau de manière équitable

MoV: ODD 6B Suivi annuel de la mise en œuvre du plan d'action national pour la gestion intégrée des ressources en eau.

BURKINA FASO CADRE STRATÉGIQUE 2021-2025

MARS 2021

MINISTÈRE DET AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK

Asiatisk Plads 2
1448 Copenhague K

Tél : +45 33 92 00 00
Fax : 32 54 05 33
um@um.dk
www.um.dk

Design: Kontrapunkt

La publication peut être téléchargée sur le site:
www.um.dk/da

Le texte peut être cité librement.

ISBN: 978-87-93760-61-5



www.um.dk/da